



PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

ARRÊTÉ

portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Augmentation de la production de l'entreprise SATYS interiors Railway France sur la commune de MONTAIGU-VENDEE (85)

Le préfet de la région Pays de la Loire
Chevalier de la légion d'honneur

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2019/SGAR/657 du 31 décembre 2019 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu l'ordonnance du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2020-4645 relative à l'augmentation de la production de la société SATYS interiors sur la commune de Montaigu-Vendée, déposée par monsieur Brice BERNIER et considérée complète le 3 avril 2020 ;

Considérant que la société SATYS interiors est déclarée sous le régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) depuis 2012 pour une activité de fabrication de panneaux composites pour l'industrie du transport ;

Considérant qu'un précédent dossier de cas par cas n°2019-3964 avait fait l'objet d'un arrêté de dispense d'étude d'impact pour un projet de même nature sur ce même site ; que la modification apportée par ce nouveau projet porte exclusivement sur le besoin d'accroître la capacité d'encollage par enduction pour répondre aux difficultés techniques rencontrées par l'entreprise pour la mise en œuvre de film thermodurcissable envisagée dans le précédent projet ;

Considérant que le projet situé au sein du pôle d'activités « Le Point du jour », sur la commune déléguée de Boufféré commune de Montaigu-Vendée, n'intercepte aucun zonage d'inventaire

ou de protection réglementaire au titre du patrimoine naturel et paysager et aucun périmètre de protection d'eau destinée à la consommation humaine ;

Considérant que les premières habitations se situent à une centaine de mètres à l'ouest de l'entreprise ;

Considérant que le projet d'accroissement de la capacité de production de panneaux composites se traduira essentiellement par une augmentation de la quantité de colle utilisée, sans aucune phase de travaux ni modification de process ;

Considérant que le projet n'engendre pas d'utilisation d'eau industrielle, ni de rejet d'effluent au milieu naturel, qu'il ne nécessite pas l'ajout de nouvel équipement bruyant ;

Considérant que le projet d'extension de la société SATYS interiors est soumis à une procédure d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et que l'étude des incidences est de nature à encadrer de façon proportionnée les impacts potentiels du projet, notamment en ce qui concerne les émissions atmosphériques de composés organiques volatils (COV) ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'augmentation de la production de la société SATYS interiors sur la commune de Montaigu-Vendée, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Il se substitue à l'arrêté délivré le 17 mai 2019 relatif au précédent dossier n°2019-3964.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet d'augmentation de la production de la société SATYS interiors sur la commune de Montaigu-Vendée est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SATYS interiors et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Le directeur adjoint,

David GOUTX

2020.05.13

18:43:58 +02'00'

Délais et voies de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Madame la ministre de la transition écologique et solidaire

Adresse postale : Ministère de la transition écologique et solidaire

92055 Paris-La-défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr